



**HAL**  
open science

## La modernité localisée ? Leçons italiennes sur le développement régional

Évelyne Ritaine

► **To cite this version:**

Évelyne Ritaine. La modernité localisée ? Leçons italiennes sur le développement régional. Revue Française de Science Politique, 1989, 39 (2), pp.154-177. 10.3406/rfsp.1989.394413 . halshs-00105538

**HAL Id: halshs-00105538**

**<https://shs.hal.science/halshs-00105538>**

Submitted on 26 Apr 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## La modernité localisée? Leçons italiennes sur le développement régional

Madame Evelyne Ritaine

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Ritaine Evelyne. La modernité localisée? Leçons italiennes sur le développement régional. In: Revue française de science politique, 39<sup>e</sup> année, n°2, 1989. pp. 154-177;

doi : <https://doi.org/10.3406/rfsp.1989.394413>

[https://www.persee.fr/doc/rfsp\\_0035-2950\\_1989\\_num\\_39\\_2\\_394413](https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1989_num_39_2_394413)

---

Fichier pdf généré le 25/04/2018

## Résumé

La modernité localisée? Leçons italiennes sur le développement régional. Evelyne Ritaine.

Le développement économique harmonieux, grâce à des réseaux de PME, des régions italiennes du Centre et du Nord-Est est susceptible d'une analyse sociologique en termes de « modernité localisée ». Il est possible en effet de démontrer que le retard des sociétés locales concernées — leur moindre industrialisation, au sens classique du terme — les a dotées de ressources sociales et politiques pour un développement par diffusion industrielle. L'éthique du travail, d'origine artisanale, a servi de substrat culturel au prestige accordé à la réussite productive. L'organisation familiale du travail a permis le maintien puis la dynamisation de petites unités productives. L'aspiration à l'ascension sociale a mobilisé l'énergie des acteurs sociaux. La conjonction de multiples pratiques individuelles entrepreneuriales a produit un changement social considérable. Les effets pervers de ce changement peuvent être gérés grâce à une régulation socio-politique localisée, expression d'appartenances locales puissantes. Le contrôle social, basé sur l'interconnaissance réticulaire, est fort. Les acteurs institutionnels (associations professionnelles, syndicats, partis politiques, élus locaux) négocient localement dans le souci de limiter les tensions sociales et de préserver la « communalité ». Cette dynamique socio-politique souple et très innovatrice, basée sur des caractéristiques sociales héritées, justifie l'expression de « modernité localisée ».

## Abstract

Localized modernity? Italian lessons on regional development. Evelyne Ritaine.

The harmonious economic development of Italy's Central and North-Eastern regions, thanks to networks of small and medium-sized firms, can be analyzed sociologically in terms of « localized modernity ». It is possible to demonstrate that the backwardness of those local societies (their lesser industrialization, in the classic sense of the term) has provided them with social and political resources useful for development through industrial diffusion. The crafts work ethic has served as a cultural foundation for the prestige attributed to productive success. The family-based work organization has allowed the survival and then the dynamization of small production units. The aspiration to upward mobility has mobilized the energy of the social actors. The aggregation of many individual entrepreneurial practices has produced substantial social change. The negative effects of this change can be managed through localized socio-political regulation, an expression of powerful local affiliations. Social control, based on interknowledge networks is strong. Institutional actors (professional associations, trade unions, political parties, elected officials) negotiate locally so as to limit social tensions and to preserve the « community ». This flexible and very innovative socio-political dynamics, based on inherited social characteristics, justifies the expression « localized modernity ».

# LA MODERNITÉ LOCALISÉE ?

## *Leçons italiennes sur le développement régional*

EVELYNE RITAINE

L'expression modernité localisée peut sembler paradoxale. Les lieux communs développementalistes ont imposé l'idée que la modernité est sociétale et universaliste, la tradition communautaire et localiste, exclusivement ; l'opposition entre les termes, qui ne devait être qu'analytique, est devenue, entraînée par des intérêts sociaux sous-jacents, opposition de fait. Le bât du changement social blesse évidemment quelque peu les observateurs, car la modernité n'emprunte pas toujours des chemins exclusifs de la tradition, comme en témoignent les modes de développement des nouveaux pays industrialisés ou du Japon, par exemple. A bien y regarder, seuls les pays occidentaux semblaient conformes à ce modèle. Or les voici eux aussi saisis, à la faveur de l'état de crise économique, d'un retour du refoulé. Entre autres phénomènes, s'y manifestent des formes de développement économique localisé, sous les traits de systèmes de PME généralement très performants, tirant leurs ressources du contexte dans lequel ils s'inscrivent : ce sont des régions dites périphériques dont les caractéristiques traditionnelles sont ainsi réactualisées. A ce point de mise à mal de la dichotomie développementaliste, peut-être est-il temps de se demander si la modernité ne se nourrit pas de la tradition, si la sociation n'est viable qu'articulée à la communalisation<sup>1</sup>, si le sociétal n'est pas, aussi, une mosaïque de situations localisées.

La nouvelle division internationale du travail, en effet, a fait apparaître, dans la plupart des pays industrialisés, des formes d'adaptation économique inattendues. Ainsi aucun observateur n'avait-il prévu le regain de types de développement économique territorialisé, situés dans des zones jusqu'alors qualifiées de périphériques, organisés en réseaux de petites et moyennes entreprises tirant leurs ressources sociales du milieu local. Ces espaces de diffusion industrielle apparaissent autant dans les nouveaux pays industrialisés qu'aux Etats-Unis (Arizona, Nouvelle-Angleterre, Sud-Ouest des Etats-Unis) et en Europe : au Sud de la Grande-Bretagne ; en Espagne (autour de Barcelone, de Valence, entre Madrid et Alicante) ; au Nord du Portugal ; en Italie dans les régions centrales et nord-orientales ; en périphérie de la France semble-t-il aussi (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Bretagne, Alsace)<sup>2</sup>. Certes,

1. Au sens de Weber (M.), *Economie et société*, Paris, Plon, 1971.

2. « Nouveaux regards sur l'industrialisation », *Economie et humanisme*, 289, 1986 ; Camagni (R.), « Les modèles de restructuration économique des régions européennes pendant les années 70 », in Aydalot (P.) sous la direction de, *Crise et espace*, Paris, Economica, 1984.

ce développement par diffusion de la production dans de petites unités n'est qu'une des réponses possibles à la crise économique : il demeure évidemment dépendant de l'évolution du marché mondial. Il n'est pas une panacée universelle puisqu'il demande des conditions particulières pour réussir : toutes les régions périphériques ne se sont pas miraculeusement réveillées, sauvées par leurs archaïsmes. Il n'est pas non plus une solution définitive : dans certains cas, il concerne des activités industrielles traditionnelles (textile, confection, chaussure, mobilier, agro-alimentaire, etc.) qui auront encore à se transformer ; dans d'autres, il est induit par l'apparition de nouvelles technologies (électronique, informatique, machines à contrôle numérique, etc.) pour lesquelles il ne constitue peut-être qu'une étape de croissance<sup>1</sup>. Ce type de développement n'est pas pour autant négligeable : il utilise des ressources facilement mobilisables et il est, avec le tertiaire, le seul créateur d'emplois dans les zones concernées. Là où la diffusion industrielle est plus ancienne, il est évident qu'il réussit des performances remarquables et qu'il semble capable d'atteindre un degré de maturité étonnant dans l'organisation et dans l'innovation. Il semble aussi avoir un effet de démonstration et d'entraînement sur l'ensemble des activités économiques régionales. D'un point de vue économique, il peut ne s'agir que d'une des phases du cycle de concentration-dissémination qui semble animer le capitalisme<sup>2</sup>.

Du point de vue sociologique, peu importe : cette phase est de toute façon opportune pour poser encore une fois un problème sociologique majeur. En effet, si les caractéristiques sociales héritées deviennent manifestement actives à cette occasion, c'est qu'elles ont toujours été là, et leurs effets inaperçus par la prise de vue développementaliste. De ce double point de vue, l'Italie représente un cas idéal. Elle fut l'une des plus insignes victimes des théories développementalistes, singulièrement des travaux sur les cultures politiques comparées<sup>3</sup>, qui rejetèrent allègrement ses différences dans la catégorie de l'archaïsme. Elle est aujourd'hui l'exemple le plus abouti de réussite de diffusion industrielle. Or ce sont justement certains de ses soi-disant archaïsmes qui ont permis le développement de la diffusion industrielle ; et c'est un ensemble d'expériences sociales localisées qui constitue cette diffusion industrielle. Il a été fermement démontré que le développement de la diffusion industrielle en Italie centrale et nord-orientale y a été permis par les caractères sociologiques de cette « troisième Italie »<sup>4</sup> : haut degré de qualification

1. Aydalot (P.), « Les technologies nouvelles et les formes actuelles de la division spatiale du travail », *Dossier. Centre économie, espace, environnement* (Université de Paris 1), 47, 1986.

2. *Ibid.*

3. Cf., sur les étapes du débat sur le cas italien, Almond (G.), Verba (S.) ed., *The civic culture*, Princeton, Princeton University Press, 1963 ; Pye (W.), Verba (S.) ed., *Political culture and political development*, Princeton, Princeton University Press, 1965 ; Almond (G.), Verba (S.) ed., *The civic culture revisited*, Boston, Toronto, Little, Brown and C°, 1982.

4. Bagnasco (A.), *Tre Italia*, Bologne, Il Mulino, 1977. Cette « troisième Italie » se différencie de l'Italie du Nord, d'une part, du Mezzogiorno, d'autre part, tant par son type de développement économique que par ses modes de régulation socio-politique. En termes spatiaux, il s'agit, au centre, des régions d'Emilie-Romagne, Toscane, Ombrie,

professionnelle, valeur accordée au travail indépendant et à l'esprit d'entreprise, organisation du travail, très forte régulation civile. S'y est constitué dans les années 1970 un nouveau mode d'organisation industrielle sous la forme de « systèmes d'entreprises »<sup>1</sup> très localisés. Il représente aujourd'hui, grâce à ses performances, l'une des faces de la réussite économique italienne, l'autre étant le redressement spectaculaire des grandes entreprises du Nord du pays.

En s'intéressant au cas italien, il s'agit moins de scruter les *formes* de ce développement, sans doute dues aux spécificités historiques et sociales de ce pays, que les *processus* de développement. L'hypothèse de l'enracinement de ce développement économique dans des ressources sociales héritées, réactualisées dans des innovations sociales, rejoint évidemment la relativisation du développementalisme. Etablir une corrélation entre cette forme de développement et les caractéristiques sociologiques de ces régions ne saurait suffire, sinon à montrer que la localisation a une cohérence. Encore faut-il démontrer comment celle-ci s'est établie. Ainsi les processus de développement de la diffusion industrielle s'analysent-ils, tout d'abord, en termes de conditions de possibilité. Concernant des mécanismes économiques et un environnement international, elles sont à peu près inépuisables à l'analyse ; il importe cependant de les évoquer pour comprendre comment peut émerger un enjeu économique et comment il peut être perçu par des acteurs sociaux. Il y a, ensuite, à la diffusion industrielle des conditions de production : elles ont trait à la socialisation des acteurs engagés dans celle-ci, acteurs dont les ressources sociales doivent permettre un tel fonctionnement fragmenté. Il y a, enfin, des conditions de reproduction : elles concernent les ressources d'organisation collective, les facultés de régulation du système qui permettent de gérer le changement. Il s'agit de comprendre comment le changement a émergé, à la faveur de quelle conjoncture ; comment ont pu apparaître de multiples pratiques individuelles homologues constitutives de la diffusion industrielle ; comment celle-ci fait système, c'est-à-dire comment elle est régulée alors que désormais héritage et innovation s'entremêlent<sup>2</sup>. La diversité des situations localisées est une invite à ne pas négliger la structuration temporelle : temps de la mémoire et de la socialisation, temps de l'innovation, temps d'une nouvelle institutionnalisation... De cette mosaïque semble surgir un ordre, cependant, un mode de développement qui sera, ici, la dimension privilégiée<sup>3</sup>.

Marches et des provinces de Mantoue, Rovigo, Viterbo ; à l'Est, des régions de Vénétie, Frioul-Vénétie, Trentin-Haut-Adige.

1. Bagnasco (A.), « La costruzione sociale del mercato : strategie d'impresa e esperimenti di scala in Italia », *Stato e Mercato*, 13, 1985.

2. Cet article constitue une première synthèse de recherches menées en Italie avec l'appui du ministère des Affaires sociales et de la solidarité nationale (appel d'offres « Fractures du social et modes de socialisation », MIRE, 1984) ; du ministère de la Culture et du CNRS (ATP « Création artistique et savoir scientifique », 1985) ; de la Fondation nationale des sciences politiques ; du Centre d'étude et de recherche sur la vie locale (Institut d'études politiques, Bordeaux). Les enquêtes de terrain (1983-1987) se sont déroulées en Toscane, Emilie-Romagne, Marches.

3. Cet article constituant une réflexion générale sur le mode de développement de l'Italie centrale et nord-orientale, il néglige quelque peu les écarts régionaux par rapport

## LE RETARD COMME RESSOURCE

Les pays et les régions qui connaissent ce type de développement par diffusion industrielle sont des zones à « développement tardif ». On les a qualifiés aussi de « modernisants » ou de « semi-périphériques »<sup>1</sup>, pléthore d'adjectifs qui laisse soupçonner que l'opposition tradition-modernisation n'y est pas plus une évidence qu'elle ne le fut dans les pays du Tiers Monde. Pour l'Europe, on a pu montrer que les pays à développement tardif (Espagne, Portugal, Italie, Grèce, Turquie, Irlande) ont des traits communs qui différencient leur décollage économique de celui des pays européens plus anciennement industrialisés<sup>2</sup>. Leur décollage industriel se fait dans un contexte de décalage technologique, d'effet de démonstration venus de l'extérieur, de concurrence de pays plus avancés, toutes choses que leurs prédécesseurs n'ont pas eu à affronter. Ces conditions particulières les ont dotés de trois caractéristiques communes : une balance des paiements en déficit chronique, un marché de l'emploi très instable, un dualisme productif (entendu comme forte différence de productivité entre secteurs mais aussi entre entreprises d'un même secteur) très prononcé<sup>3</sup>. Ces sociétés ont des modes de développement très nettement spécifiés par chaque histoire nationale ou régionale. En effet, les changements sociétaux dus à une modernisation classique (concentrations industrielle et urbaine, passage à une société différenciée basée sur des statuts acquis) y ont été moindres qu'ailleurs. Cependant, il ne s'agit pas pour autant de sociétés strictement traditionnelles (au sens d'une faible différenciation des fonctions, d'une dominante de statuts prescrits et de liens communautaires). S'y joue plutôt une dialectique subtile entre héritage et innovation, l'un se réinvestissant dans l'autre : loi de la réciprocité et loi du marché<sup>4</sup> s'y entrelacent et s'y complètent, dessinant ainsi des modes de changement originaux et localisés.

L'actualité économique y atteste que certains éléments considérés jusqu'alors comme archaïques peuvent, à un moment donné, devenir de véritables ressources adaptatives. La question du dualisme productif est un bon exemple de ce changement de perspective. La présence de nombreuses entreprises pré-modernes, de petite dimension, engagées dans des activités manufacturières, l'articulation sur un mode d'organisation sociale de structuration ancienne ont longtemps été considérées comme

à la modalité analysée ; ceux-ci sont signalés ainsi que les travaux de recherche les concernant.

1. Cf. Leca (J.), « Pour une analyse comparative des systèmes politiques méditerranéens », *Revue française de science politique*, 27 (4-5), août-octobre 1977 ; Arrighi (G.) ed., *Semiperipheral development. The politics of Southern Europe in the twentieth century*, Beverly Hills, Sage, 1985 ; Fua (G.), *Problems of lagged development in OECD. Europe*, Paris, OCDE, 1980, Doc. 2277.

2. Fua (G.), « Les voies diverses du développement en Europe », *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations*, 3, 1985.

3. Berger (P.), Piore (M.J.), *Dualismo economico e politica nelle società industriali* Bologne, Il Mulino, 1982.

4. Cf. A. Bagnasco, « La costruzione sociale... », art. cité.

un facteur de retard et de pesanteur. Or, à la faveur de la crise économique et de l'évolution des technologies de pointe, ce dualisme productif (et ses bases sociales avec lui) s'est révélé comme un potentiel d'adaptation. La possibilité d'une fragmentation de la production, assurée par phases complémentaires dans de petites unités, en utilisant soit le travail intensif, soit des technologies avancées aisément décentralisables, présente un double avantage : elle permet de produire à moindre coût en économisant sur le coût salarial et sur le coût de reproduction de la grande entreprise ; elle permet une production plus souple, adaptée à la tendance instable et versatile de bien des marchés. La souplesse productive, carte maîtresse de ce mode de production, peut y être maintenue en intégrant aussi bien des structures d'économie formelle décentralisée (réseaux de PME et d'artisans indépendants ou sous-traitants, de travailleurs temporaires, de travailleurs à domicile) que des structures d'économie informelle, dite économie souterraine. L'organisation sociale en partie pré-industrielle (fortes appartenances primaires, intégration sociale souvent localisée) peut alors devenir un facteur de dynamisation et de régulation très efficace.

Encore faut-il comprendre comment le secteur pré-industriel de subsistant a pu devenir innovateur, à la faveur de quelle conjoncture, par le déploiement de quelles pratiques. Le cas italien, qui est en Europe le cas de dualisme économique le plus heureux, permet d'observer les modalités de ce réinvestissement. Il permet d'apercevoir qu'il faut, pour que les acteurs sociaux puissent multiplier des pratiques innovatrices, qu'un enjeu soit visible : dans le cas italien, c'est un effet de conjoncture qui a dévoilé cet enjeu. Pour apprécier comment le système de diffusion industrielle italien s'est formé tout au long des années 1970, il faut se souvenir d'abord des conditions de l'expansion italienne précédente, de l'après-guerre aux années 1960. Celle-ci était fondée sur des exportations maximales, des salaires plus bas que dans le reste de l'Europe et augmentant moins vite que la productivité, un chômage structurel. Les PME en furent en permanence un élément central : de 1951 à 1971, les actifs dans les entreprises manufacturières de moins de 100 actifs ont toujours représenté la moitié des actifs dans l'industrie. L'Italie traversa ensuite une difficile période de stagnation, encore aggravée par la conjoncture internationale et par l'action syndicale sur le niveau des salaires ; peu à peu ceux-ci se rapprochèrent du niveau européen, privant l'industrie d'une de ses principales armes de compétitivité. La crise culmina avec l'action syndicale massive de l'automne 1969. Pour toutes ces raisons, économiques (réduire à nouveau les coûts de production) et politiques (réduire le pouvoir syndical dans l'entreprise) mêlées, les grandes industries italiennes entreprirent un considérable effort d'adaptation. Elles tentèrent de réduire le coût du travail en favorisant l'emploi des travailleurs les plus productifs : la réduction des effectifs, souvent drastique, se fit par licenciements des femmes et des jeunes, et par mise à la retraite anticipée des plus âgés. Elles tentèrent également de réduire les coûts de production en décentralisant le plus d'activités productives possible vers des réseaux de sous-traitants (PME, artisans, travailleurs à



domicile). Moindre coût et flexibilité du travail furent ainsi assurés. On peut penser que cette opération menée par les grandes firmes a permis de rendre l'enjeu économique visible : elle fut ensuite relayée puis dépassée par une dynamique de petits producteurs qui avaient parfaitement pris conscience de l'intérêt économique de la fragmentation productive. L'enjeu était d'occuper une partie du marché international des biens manufacturés de bonne qualité, que les nouveaux pays industrialisés n'étaient pas en mesure de produire : progressivement le secteur décentralisé de l'industrie italienne y est très bien parvenu.

En dehors du jeu des dispositions sociales qu'on examinera plus avant, il y a, à cette floraison, des raisons matérielles immédiates. L'augmentation du chômage due à la décentralisation industrielle explique en partie cette reprise par les acteurs : dans la généalogie de nombre de petites entreprises nées à cette époque, notamment celles de taille artisanale<sup>1</sup>, il y a souvent l'initiative d'un ouvrier très qualifié ayant perdu son emploi ; de même les très denses réseaux de travailleurs à domicile sont-ils en grande partie constitués de femmes ne trouvant plus de travail à l'extérieur. La possibilité de fonctionner en partie en économie souterraine (le fameux *sommerso*) a été un facteur favorable qui a permis l'apparition de nouvelles forces entrepreneuriales qui auraient eu des difficultés à émerger dans un autre contexte : elle a permis l'accumulation minimale nécessaire à une création d'entreprise ; elle a laissé le temps aux nouveaux producteurs de stabiliser leur affaire avant d'émerger complètement sur le marché formel ; elle demeure un incontestable facteur de souplesse, surtout pour les secteurs les plus faibles<sup>2</sup>. Mais c'est avant tout l'exceptionnelle densité de petites entreprises dans les régions centrales et nord-orientales, dès avant la décentralisation, qui a constitué une disposition matérielle à la fragmentation productive. Leur rôle a été réactualisé par la conjoncture et, depuis, il n'a fait que s'accroître « dans l'augmentation de l'emploi, la gestion des processus innovateurs, la définition de nouvelles stratégies de développement, l'amorce de nouveaux flux d'exportations »<sup>3</sup>. Succès éclatant puisque le chiffre d'affaires à l'exportation de l'industrie manufacturière italienne a augmenté de 44 % entre 1979 et 1981 ; dans ce mouvement, les entreprises de moins de 20 actifs ont vu leur chiffre d'affaires à l'exportation augmenter de 62 %. On a assisté dans cette période, et il s'agit là d'un

1. En 1984, ce secteur occupe 5 millions d'actifs, comprend 1,5 million d'entreprises, produit un volume d'exportations de 7 000 milliards de lires. Une loi-cadre récente (1985) a redéfini le statut de l'entreprise artisanale. Celle-ci est définie par la participation directe de l'entrepreneur aux activités de production et par des critères de taille : selon les secteurs de 8 à 16 actifs plus des apprentis (lesquels peuvent porter le nombre d'actifs jusqu'à 40 dans les activités artistiques, l'artisanat traditionnel, la confection sur mesure). Ces entreprises bénéficient d'un régime de comptabilité simplifiée et d'un régime de crédit particulier ; la représentation syndicale n'y est pas obligatoire et la procédure de licenciement simplifiée.

2. L'Institut national de la statistique italien (ISTAT) intègre désormais le produit de l'économie souterraine à ses calculs, d'où une augmentation de 15 % du PNB, évaluation sans doute réaliste. Si elle a été un incontestable facteur de décollage pour la nouvelle organisation économique, l'économie souterraine est loin aujourd'hui de suffire pour expliquer la réussite italienne.

3. Censis, *Dal sommerso al post-industriale*, Milan, Angeli, 1984, p. 7.

passage à la maturité industrielle, à l'institutionnalisation d'initiatives souvent nées de façon semi-souterraine : l'adaptation à la concurrence internationale, aux nouvelles normes fiscales, aux nouvelles relations industrielles a sélectionné les plus dynamiques et fait émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs. Alors que d'autres pays en sont à décentraliser la modernisation, l'Italie s'attache « à moderniser la décentralisation »<sup>1</sup>. Les grandes évolutions actuelles se font par l'introduction de nouvelles technologies permettant d'abaisser le seuil de productivité (informatique, électronique, robotisation, machines à contrôle numérique, conception avec assistance d'ordinateurs, design industriel, nouveaux matériaux) et par l'organisation d'associations entre PME chargées des fonctions que les petites entreprises ne peuvent assumer seules (commercialisation internationale, recherche-expérimentation, garantie du crédit, etc.)<sup>2</sup>. De nouvelles économies d'échelle se réalisent ainsi puisque la combinaison des nouvelles technologies et des synergies collectives permet d'atteindre un niveau de compétitivité souvent comparable à celui de la grande entreprise, sans les diséconomies de la grande organisation, cependant.

Cette réussite n'est pas compréhensible si l'on s'en tient à l'image folklorique de la diffusion industrielle telle qu'elle est souvent présentée : une infinité de petites entreprises travaillant dans le désordre et l'improvisation si géniale fût-elle. Il s'agit en fait de véritables réseaux d'entreprises complémentaires qui constituent des « systèmes d'entreprises » ; ils tirent une partie de leur efficacité du fait qu'ils sont généralement localisés et à tendance mono-productive. Ainsi travaille-t-on les métaux et le matériel mécanique à Brescia et à Modène, les plastiques à Vérone, le textile à Prato et à Biella, les chaussures à Carpi... Seules les productions de très haute technologie (fibre de carbone, systèmes de communication, électronique de pointe, etc.) sont moins strictement territorialisées. L'activité dominante de chaque « district industriel » s'entend comme activité structurante. Lorsque le système de production local est suffisamment puissant, il induit le développement d'autres activités : le textile entraîne les activités de la confection et la fabrication de machines textiles, les plastiques la chimie, le travail des métaux les machines outils, etc., et tous appellent le développement d'activités de services aux entreprises. On peut donc trouver les districts industriels plus ou moins complexifiés dans un continuum qui va du district simple, systématisant une activité artisanale traditionnelle, formé de PME concurrentes qui vivent de la flexibilité du travail, au district complexe où la production se diversifie dans un secteur donné, où les PME ont un bon niveau technologique et coopèrent entre elles ou avec de grandes entreprises. Le plus exemplaire est sans doute celui de Modène qui fait de sa province la première pour le revenu par habitant : on s'y consacre surtout à l'industrie mécanique, mais aussi à la production de céramique et à l'industrie textile-confection.

1. D'après G. Fua.

2. Ritaine (E.), « PMI et technologie en Italie : tous les moyens sont bons », *Annales des Mines*, novembre 1987 ; Santilli (G.), « La troisième Italie : Tiburtina Valley », *Les Temps modernes*, mai 1987.

Le plus étonnant est sans doute celui de Prato où 60 000 actifs répartis dans 11 000 entreprises (pour une agglomération de 200 000 habitants) produisent 25 % de l'exportation textile italienne, dans une fragmentation productive extrême<sup>1</sup>.

Ces « systèmes industriels localisés »<sup>2</sup> se sont créés sur la base de sociétés locales spécifiques, héritées du municipalisme italien, dont les ressources sociales ont servi de fondement et continuent à assurer la régulation du nouveau système productif. L'espace des règles du jeu social local est à chaque fois parfaitement clair et constitue en lui-même un facteur de production essentiel. Autant dire que chaque cas est original, par son ancienneté plus ou moins grande, par son degré de structuration, par les problèmes induits : toutes les nuances sont possibles, de Prato district industriel ancien et très structuré, confronté aux nuisances industrielles, à la région des Marches où PME et travailleurs à domicile s'activent depuis une dizaine d'années en milieu semi-rural ; du mouvement syndical et coopératif d'Emilie-Romagne à la gestion paternaliste dans les Marches ; de l'interventionnisme des pouvoirs publics locaux en Emilie-Romagne au laissez-faire toscan... En effet, si la diffusion industrielle est partout le fruit d'une nécessité économique qui a permis la réactualisation de caractères sociologiques hérités, les formes qu'elle adopte sont à chaque fois l'expression particulière d'une véritable « construction sociale du marché »<sup>3</sup>.

### DES DISPOSITIONS SOCIALES POUR L'INNOVATION ÉCONOMIQUE

Les acteurs sociaux des régions de la « troisième Italie » se sont très aisément approprié l'enjeu nouveau en le ployant à leur propre habitus. Si miracle italien il y a, comme on le dit souvent, il est là : il existe dans ces régions une adéquation entre des dispositions héritées, constituées par d'autres modes de production et d'autres systèmes de valeurs, et la nécessité du marché. Si miracle il y a, celui-ci a une explication sociologique qui ne peut être formulée que par une analyse diachronique. Pour que se multiplient ces séries de pratiques homologues (relance ou création de petites unités productives, structuration de réseaux de relations entre elles) qui constituent la diffusion industrielle, il faut qu'existent des dispositions pour un fonctionnement productif fragmenté, forgées

1. Brusco (S.), « The Emilian model : productive decentralisation and social integration », *Cambridge Journal of Economics*, 6, 1982 ; Ritaine (E.), « Prato ou l'exaspération de la diffusion industrielle », *Sociologie du travail*, 2, 1987.

2. Selon la définition de Raveyre (M.F.), Saglio (J.), « Les systèmes industriels localisés : éléments pour une analyse sociologique des ensembles de PME industriels », *Sociologie du travail*, 2, 1984 ; cf. aussi Beccatini (G.), « Dal "settore" industriale al "distretto" industriale. Alcune considerazioni sull'unità di indagine dell'economia industriale », *Rivista di economia e politica industriale* 1, 1979 ; Fua (G.), Zacchia (C.) ed., *Industrializzazione senza fratture*, Bologne, Il Mulino, 1983.

3. A. Bagnasco, « La costruzione sociale... », art. cité.

par l'histoire et communément partagées par les acteurs<sup>1</sup>. Mais il faut aussi que cet héritage soit retravaillé, réactivé, par le temps. A cela, l'existence d'une conjoncture économique favorable ne peut suffire : encore faut-il que l'enjeu soit perçu ; encore faut-il qu'une aspiration sociale vienne mettre en mouvement le corps des dispositions héritées. Enfin, l'innovation a un effet rétroactif sur les ressources d'origine : le succès de la diffusion industrielle, en accroissant la « plausibilité » de ces pratiques, les multiplie d'autant<sup>2</sup> ; mais en n'étant pas à portée égale par tous, il modifie la stratification sociale et les valeurs d'origine, ouvrant ainsi sur un problème de reproduction sociale.

Cette dimension sociologique de la diffusion industrielle ne peut être appréhendée, cependant, qu'en tenant compte du fait que tous les processus sociaux évoqués sont porteurs d'un double signe : ils sont, pour l'analyse, interprétables à la fois dans le cadre de la société locale et dans celui de la société globale. Dans cette Italie municipale, en effet, la société locale n'est jamais un artefact de la recherche mais bien un construit historique. Basée sur des spécificités linguistiques et culturelles, articulée sur le municipalisme, chaque société locale (la *città* et son *paese* environnant) constitue un espace social spécifique doté de ses propres règles du jeu. L'existence de subcultures politiques locales fortes renforce tous les jours cet héritage. Mais c'est surtout la poursuite d'une activité économique commune qui a structuré et structure encore ces sociétés locales : la localisation productive est si forte que chaque société locale concernée par la diffusion industrielle est aussi une communauté productive (un ensemble d'agents économiques unis par des liens de coopération et de concurrence, capables de solidarité face à l'extérieur, marchés potentiels et concurrents). Chaque pratique sociale peut être interprétée dans ce cadre local, en fonction de ses enjeux et de ses valeurs. Il n'en demeure pas moins qu'elle l'est aussi dans le cadre de la société globale, de sa stratification et de sa symbolique, et que les deux systèmes de référence peuvent, selon les cas, se renforcer ou se contrarier.

1. Dispositions s'entend ici comme « habitus, systèmes de dispositions durables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principe de génération et de structuration de pratiques et de représentations », in Bourdieu (P.), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 1972. Il s'agit de parvenir à « reconstruire l'ensemble des mécanismes médiateurs entre la conjonction acteur/situation et le cours de l'action qui en résulte », in Perrenoud (P.), « Les limites de l'individualisme méthodologique », *Revue française de sociologie*, 3, 1978. Néanmoins, s'agissant d'étudier des séries de pratiques homologues, on ne s'intéressera pas ici à la dimension biographique, mais aux facteurs de socialisation et aux caractéristiques de situation collective suffisamment prégnants pour structurer des séries de pratiques homologues.

2. La notion de « plausibilité » est utilisée au sens de Berger (P.), Luckmann (T.), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1986.

## LA RÉACTUALISATION DU MÉTIER

« Les zones de développement de la petite entreprise sont les zones du premier capitalisme italien du Moyen Age et de la Renaissance. (Celui-ci) ... développa des formes raffinées d'organisation productive et financière. (Sa) décadence fut causée par l'incapacité à s'intégrer à la production de masse quand celle-ci s'organisa. Les effets de longue durée d'une telle originalité institutionnelle, basée sur le commerce extérieur, la haute spécialisation artisanale, la structure familiale de la production et du financement, l'absence de prolétariat urbain, le maintien du rapport ville-campagne par la diffusion du système *putting-out*, des productions de petite échelle, pourraient avoir été importants dans la maturation des conditions sociales requises par le nouveau type de développement. Dans un contexte de changement, un héritage historique peut devenir une ressource pour le développement »<sup>1</sup>.

En effet, l'ancienneté de leur tradition économique a doté ces zones de véritables cultures locales de type productif. Il faut imaginer à quel point de si anciennes traditions artisanales sont constitutives de l'identité locale : Prato, c'est la laine depuis le 14<sup>e</sup> siècle, la Brianza le bois, Modène les métaux, etc. Il faut se figurer à quel point la transmission du savoir-faire de génération en génération a forgé une connaissance intime du matériau, une forte capacité d'innovation productive, une éthique artisanale du travail aussi. La réussite d'un travail bien fait, l'orgueil d'un producteur compétent, le succès du marchand (au sens médiéval du terme)<sup>2</sup> y dévoilent des valeurs sociales éminentes. Cette très haute qualification professionnelle, cette noblesse du travail productif et du commerce, aussi éloignée du sentiment de dépendance ouvrier que de la sèche abstraction de la grande entreprise, sont évidemment des ressources pour la diffusion industrielle. Ces cultures locales orientées sur le geste productif s'enracinent dans l'organisation du travail originale que ces régions ont héritée de leur histoire : les acteurs y sont en effet traditionnellement socialisés au travail indépendant et à l'organisation familiale du travail. Cette socialisation a développé des aptitudes à fonctionner par petites unités productives et à coopérer avec les autres, aptitudes qui se sont réinvesties aisément dans l'organisation d'un système productif décentralisé.

La tradition du travail indépendant trouve son origine dans le mode d'exploitation agricole que connurent ces régions depuis le Moyen Age. En petite propriété au Nord-Est, en fermage (*mezzadria*) au Centre, celui-ci constituait toujours une expérience d'auto-organisation du travail. Ce d'autant plus que les familles durent, pour subsister, développer des productions artisanales fournissant un complément de ressources. Portées par les demandes très raffinées de l'aristocratie et de la bourgeoisie des multiples centres urbains, celles-ci finirent par devenir une activité en soi

1. A. Bagnasco, « La costruzione sociale... », art. cité, p. 17.

2. C'est ainsi qu'à Prato, par exemple, un grand marchand du 14<sup>e</sup> siècle, Datini, est devenu la figure emblématique de la ville. Pour apprécier la longue durée (et l'importance de la mémoire historique) dans ce type de cité, cf. Comune di Prato, *Prato, storia di una città*, Florence, Le Monnier, 1985-1989.

et par faire la gloire du savoir-faire italien jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle. Dans ce monde social où activités agricoles et activités urbaines s'interpénétraient, l'industrialisation et la généralisation de l'économie de marché à la fin du 19<sup>e</sup> siècle ne débouchèrent ni sur la constitution d'un prolétariat urbain, comme au Nord du pays, ni sur la juxtaposition de la prolétarisation aux rapports féodaux des *latifundia*, comme au Sud. La modernisation, relative, prit la forme de petites entreprises, souvent proches du milieu rural, et l'économie y demeura périphérique. On y passait souvent, sur quelques générations, du statut de fermier ou de petit exploitant à celui d'artisan, de celui d'artisan à celui de petit entrepreneur familial. Un univers social pré-moderne se perpétuait ainsi, faiblement polarisé et dominé par la figure du travailleur indépendant. Aujourd'hui encore ces régions ont un pourcentage de travailleurs indépendants bien supérieur à celui des autres : 22 % de la population active en Emilie-Romagne ou 18 % en Trentin-Haut-Adige, contre 13,5 % en Lombardie et 15,7 % en Sicile<sup>1</sup>. La taille des entreprises y est nettement inférieure à celle des régions industrielles du Nord : le nombre moyen d'actifs par entreprise y est inférieur à 10 ; 30 % des actifs industriels de Toscane travaillent dans des entreprises de moins de 10 actifs alors qu'ils ne sont que 13,7 % dans le Piémont<sup>2</sup>. Ainsi, l'éthique artisanale du travail s'y perpétue aisément, et l'idéal social de ces régions en reste profondément marqué, qui met sans cesse en avant l'ambition du *mettersi in proprio* (se mettre à son compte).

Ce maintien des situations de travailleurs indépendants n'est possible cependant que dans le cadre de l'organisation familiale du travail : seule la mise en commun des efforts et des biens de tous les membres du groupe familial permet à ces situations de perdurer. Car la famille de ces régions est un agent économique essentiel : c'est elle qui gère la force de travail de ses membres, c'est elle qui entreprend. Elle est par là même une instance de socialisation fondamentale dans le domaine de l'activité économique : elle transmet le savoir-faire, apprend la coopération avec autrui, façonne l'aspiration à l'indépendance. Ce rôle est lié à la spécificité des structures familiales de ces régions qui sont les seules en Italie à être

1. La catégorie statistique comprend tous ceux qui sont installés à leur compte à l'exception des entrepreneurs industriels et des professions libérales comptés à part (3-4 % de la population active). Les régions de diffusion industrielle sont encore plus nettement en tête si on ne tient compte que des effectifs industriels. Source ISTAT, 1987.

2. Il ne s'agit que d'une moyenne. Plus de la moitié des entreprises de ces régions se situe dans le groupe des 10-300 actifs ; c'est là que l'on rencontre les entreprises-leader qui structurent le marché et entraînent les autres, dont celles du groupe le plus typique de ces régions : les micro-entreprises de moins de 10 actifs. A titre d'exemple, la valeur ajoutée de l'industrie à prix constant, base 100 en 1971, était de 161 pour le Trentin-Haut-Adige, 151 pour l'Emilie-Romagne, 125 pour le Piémont en 1979, avec des structures de production très différentes dans l'industrie manufacturière (% des actifs par taille d'entreprise) :

	Moins 10 actifs	10-249	250-299	1 000 et plus
Trentin-Ht-Adige	28,7 %	45,8 %	14,6 %	10,9 %
Emilie-Romagne	27,8	53,0	13,2	6,0
Piémont	13,7	34,2	19,5	32,6

D'après A. Bagnasco, « La costruzione sociale... », art. cité.

des zones de familles étendues. Les données les plus anciennes attestent que le type d'exploitation agricole y a toujours exigé la présence d'une importante force de travail par famille : au 18<sup>e</sup> siècle, alors que le modèle de la famille nucléaire était dominant presque partout en Europe, 60 % des familles d'Italie étaient des familles étendues, les plus vastes se rencontrant au Centre et à l'Est du pays. Au début de ce siècle, les familles paysannes comptaient encore fréquemment une douzaine de personnes en Toscane et en Emilie-Romagne, une vingtaine dans les Marches, jusqu'à trente en Vénétie. Ce type de famille se maintint plus facilement qu'ailleurs après guerre en se partageant entre travail agricole et travail artisanal. Aussi, bien que l'Italie suive l'évolution générale vers la famille nucléaire, 17 % des familles y appartiennent encore à ce type, et entre 22 et 27 % dans les régions centrales et nord-orientales. En raison de cette évolution pourtant, l'importance de la structure familiale ne se mesure plus seulement, même dans ces régions, à l'aune de la cohabitation mais aussi à l'intensité des rapports de parentèle. Or les rapports d'interdépendance familiaux y sont si manifestes, si intenses, si structurants socialement, qu'on peut parler d'une famille étendue modifiée<sup>1</sup> et qu'il est possible de soutenir que les rapports de parentèle ont une fonction sociale, dans le système de la diffusion industrielle, comparable à celle de la famille étendue traditionnelle dans les stades précédents<sup>2</sup>.

Il s'agit donc de structures familiales puissantes, organisées autour de leur fonction économique. Ce faisant, elles ont toujours joué un rôle important dans la transmission du savoir-faire. L'activité productive se déploie au sein du groupe et souvent dans ses lieux mêmes (maison familiale ou entreprise familiale proche) : elle génère ainsi un milieu éducatif fort. Car la structure familiale, même sous les traits de la parentèle, est le maître d'œuvre de l'organisation du travail : elle organise une distribution des rôles qui s'est révélée particulièrement bien adaptée à la diffusion industrielle. Celle-ci permet tout d'abord une accumulation de revenus de diverses origines : généralement, les hommes chefs de familles occupent un emploi sur le marché officiel du travail en étant salarié ou entrepreneur ; les femmes, les personnes âgées et les jeunes gens se consacrent plutôt aux activités d'appoint (développement de l'activité domestique, aide temporaire au chef de famille, travail à domicile, travail au noir)<sup>3</sup>. Cette distribution des rôles est donc aussi une socialisation puissante à la coopération dans le travail. Cependant,

1. Notion due à Litwak (E.), « Occupational mobility and extended family cohesion », *American Sociological Review*, 1, 1960.

2. Sur le rôle de la famille, cf. Paci (M.), « Struttura e funzioni della famiglia nello sviluppo capitalistico periferico », *Inchiesta*, 43, 1980 ; Paci (M.) ed., *Famiglia e mercato del lavoro in un'economia periferica*, Milan, Angeli, 1983. A titre de comparaison, à la même époque (début des années 1970), on compte environ 2,6 % de familles étendues en France, 6 % aux Etats-Unis, mais 32 % au Japon.

3. Vinay (P.), « Family life cycle and informal economy in central Italy », *International Journal of Urban and Regional Research*, 1, 1985 ; Tanzi (V.), *The underground economy in the United States and abroad*, Lexington, Toronto, Lexington Books, 1982 ; Balbo (L.), *Stato di famiglia. Bisogni, privato, collettivo*, Milan, Etas libri, 1976.

l'organisation familiale du travail a pour qualité majeure d'être basée sur un principe de flexibilité, comme l'est la diffusion industrielle. Celle-ci entretient une relative instabilité sur le marché du travail puisque la production et l'emploi fluctuent, dans ce système décentralisé, avec la demande des commanditaires et des clients. Le partage des rôles dans le groupe familial remplit alors une fonction sociale fondamentale en absorbant une grande partie des effets pervers de ce principe ; grâce à lui, un travailleur est rarement isolé et dépourvu de toute activité productive, fût-elle souterraine.

Tous les membres d'une famille ont l'obligation de contribuer à la prospérité du groupe, à la réussite de l'entreprise familiale lorsqu'elle existe. La fonction financière du groupe familial finit ainsi par être déterminante : elle permet les installations indépendantes ou les investissements technologiques nécessaires aux PME, en jouant le rôle de quasi-banque par la mise en commun des revenus ou la garantie collective des emprunts. Les alliances familiales parviennent même à étendre l'envergure économique du groupe : il n'est pas rare que sous l'apparence de plusieurs PME détenues par les membres d'une même famille se cache en fait un petit groupe industriel. Ces formes de collaboration économique familiales, réinvesties dans l'entreprise moderne, induisent un rapport au travail original et créatif : la diffusion industrielle, en valorisant la production sur une petite échelle, a mobilisé les énergies d'acteurs disposés à œuvrer pour eux-mêmes, à s'organiser en toute indépendance, à se réaliser socialement par le travail productif. Loin de tomber dans des pratiques néo-libérales, ces Italiens-là continuent et renouvellent leur héritage : ainsi peut-on comprendre qu'ils en ressentent un fort sentiment de liberté et que celui-ci semble être en soi, par l'énergie qu'il libère, un facteur de réussite productive. Enraciné dans des valeurs héritées qui se réactualisent, ce sentiment est aussi une projection dans l'avenir : la fluidité sociale de ces régions, les opportunités de réussite ouvertes par la diffusion industrielle autorisent les acteurs à espérer améliorer leur situation.

#### L'ESPOIR DE L'ASCENSION SOCIALE

Il ne suffit évidemment pas, pour que des acteurs entrent en action, qu'un enjeu soit visible. Il faut aussi qu'eux-mêmes ressentent le besoin d'améliorer leur situation, qu'ils manifestent une aspiration. Il n'est pas étonnant qu'une aspiration à l'ascension sociale soit apparue, dans les années 1970, dans ces régions demeurées jusqu'alors un peu à l'écart de l'industrialisation et de la forme de modernité qu'elle incarnait. Dans le nouveau mode d'organisation productive décentralisée qui s'y esquissait alors, point n'était besoin de capitaux importants pour réussir ; il suffisait d'une solide compétence professionnelle et d'un réseau de relations sur le marché. Ce monde d'artisans a pu alors, entraîné par les modèles dominants de la société globale, aspirer à devenir un monde d'entrepreneurs. Référence à l'univers social local et référence à la société globale



se complètent dans le passage à l'action : réussir à créer et à faire vivre une entreprise peut être valorisant dans un milieu local marqué par le travail indépendant, et gratifiant dans une société globale où la réussite se mesure à la position dans la hiérarchie socio-professionnelle. Cette aspiration a été l'élément moteur de la dynamique sociale de la diffusion industrielle. Les conditions du marché ont rendu possible ce type de stratégie. L'univers social de ces régions l'a autorisé : société faiblement polarisée, parentèles où se côtoient des positions sociales diverses, la fluidité sociale y semble aller de soi. Il y a à cela d'autant moins de tabous que la plausibilité de la diffusion industrielle s'accroît avec le succès économique et que les consensus locaux en sortent renforcés<sup>1</sup>. Enfin, cette stratégie est réaliste et réalisable dans la mesure où elle est familiale : bien que les statistiques n'enregistrent cette stratégie qu'au niveau individuel, le véritable sujet d'une analyse de mobilité sociale est ici, en termes shumpétériens, la famille.

Ainsi, au fil de la généralisation de la diffusion industrielle, y est-on devenu assez facilement entrepreneur. Les comparaisons inter-régionales montrent que dans ces régions les entrepreneurs sont moins souvent des héritiers et qu'ils ont plus souvent un parcours individuel d'ascension sociale progressive. Ils ont occupé une ou plusieurs positions professionnelles avant de devenir entrepreneurs. La plupart ont d'abord été employés ou artisans ; c'est-à-dire qu'ils disposaient, plus que des ouvriers par exemple, d'un savoir-faire élaboré et d'un réseau de relations sur le marché<sup>2</sup>. De même le groupe des artisans s'est-il accru de tous ceux qui, ouvriers qualifiés et employés, sont parvenus à une installation à leur compte. Stratégie plus accessible mais aussi plus incertaine : les taux élevés de création et de disparition des entreprises artisanales attestent de la vigueur de cette aspiration. Malgré ses aléas, cette stratégie mobilise les attentes au point qu'il n'est pas rare de voir le même ouvrier (la même famille) tenter plusieurs fois une installation indépendante malgré des échecs successifs. Moins spectaculaire que la constitution d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs, cet activisme artisanal est vital pour le système : une grande partie des économies sur le coût du travail ne dépend-elle pas du fait que l'artisan est rarement comptable de ses efforts et de ceux de sa famille ? La plus grande fluidité sociale de ces sociétés n'est pas un mythe : c'est une réalité qui joue en faveur des ouvriers très qualifiés ayant du prix sur le marché, des artisans capables de stabiliser leur affaire, des entrepreneurs performants. Sans doute la discrimination se fait-elle sur les ressources familiales, ressources économiques, culturelles, relationnelles, processus qui mériterait une étude approfondie. C'est ainsi qu'à Prato, par exemple, la « centralité sociale » est occupée

1. Processus bien analysé in Bagnasco (A.), Trigilia (C.), *Società e politica nell'area di piccola impresa. Il caso di Bassano*, Venise, Arsenale Editrice, 1984 ; Bagnasco (A.), Trigilia (C.), *Società e politica nell'area di piccola impresa. Il caso della Valdelsa*, Milan, Angeli, 1985.

2. Bartolini Nerini (P.), Miliotti Gentile (A.), *Prato. Singolarità di un modello di piccola-media impresa*, Florence, Le Monnier, 1983 ; Barbagli (M.), Capecchi (V.), Cobalti (A.), *La mobilità sociale in Emilia Romagna*, Bologne, Il Mulino, 1988.

plutôt par des familles très anciennement pratésiennes ou tout au moins toscanes, cumulant des revenus élevés, rassemblant des individus de tous âges et niveaux d'éducation, mobilisant des compétences diverses et complémentaires, véritables corps sociaux organisés par comparaison aux familles ouvrières pratésiennes, d'une part, et aux familles immigrées du Sud, d'autre part<sup>1</sup>.

D'une opportunité économique et sociale saisie par certains acteurs on est aujourd'hui passé à un modèle social réactualisé chaque jour par l'exaltation des réussites les plus spectaculaires : les Benetton, les Guzzini, les métallurgistes de Brescia, le patronat moderniste de Modène, les *impannatori* pratésiens ont convaincu que cette stratégie était possible. Les Italiens sont devenus les champions européens de la création d'entreprises et un syndicat (CISL Lombardie) défend aujourd'hui le droit des jeunes ouvriers à parvenir à s'installer à leur compte<sup>2</sup>... Il y a peut-être là, à terme, un effet pervers. L'analyse des systèmes localisés les plus anciens montre, en effet, qu'au fur et à mesure que le marché local se structure et que les positions acquises se cristallisent la stratification sociale se rigidifie à nouveau, encore que de façon toute relative. De plus en plus souvent désormais, les plus jeunes des entrepreneurs sont fils d'entrepreneurs, ou très fortement diplômés (lorsqu'ils mettent en œuvre des technologies nouvelles)<sup>3</sup>, les nouvelles installations artisanales plus difficiles. Ironie de l'histoire : les jeunes générations de ces régions, mieux scolarisées que leurs parents grâce à l'enrichissement collectif, arrivent avec des attentes fortes sur un marché du travail qui est peut-être de moins en moins en mesure de satisfaire leurs ambitions. La contradiction est d'autant plus réelle qu'elle redouble celle de l'inégal accès des acteurs aux chances de réussite.

Certes, pour les travailleurs de base, le système demeure attractif, relativement à la situation dans le reste du pays. On y est au chômage moins souvent qu'ailleurs, on y trouve plus d'occasions de s'enrichir un peu<sup>4</sup>. La flexibilité du travail, qui peut avoir des effets sociaux négatifs, peut aussi avoir des aspects positifs : la multiplicité des occasions de travailler permet, là plus qu'ailleurs, de tirer son épingle du jeu. L'intégration familiale absorbe une bonne part des effets sociaux négatifs en offrant protection, assistance, solidarité. Le bon degré de négociation qui existe, dans de nombreuses régions, sur les salaires et sur les tarifs des sous-traitants limite les excès, sauf pour les plus marginalisés des travailleurs : ceux qui ne travaillent qu'au noir et qui sont la plupart du

1. E. Ritaine, « Prato ou l'exaspération... », art. cité ; CENSIS, *Il caso Prato. Qualità e stili di vita in una società evolutiva*, Milan, Etas libri, 1980.

2. *Conquista del lavoro* (Quotidiano CISL), 30 janvier 1987.

3. Capecchi (V.), « Les transformations du petit entrepreneuriat dans une région de l'Italie (Emilie-Romagne) : parcours masculins et féminins », rapport au colloque international sur « Environnement local : facteur de succès ou d'échec de la petite entreprise », Université de Montpellier I, ERFI, mai 1987.

4. Taux de chômage en 1983 : Emilie-Romagne : 8,5 ; Toscane : 10,4 ; Ombrie : 10,6 ; Marches : 7,5 ; Vénétie : 9,6 ; Frioul-Vénétie julienne : 9,9 ; Trentin-Haut-Adige : 6,1 ; Piémont : 9,5 ; Ligurie : 6,5 ; Campanie : 17,4 ; Pouilles : 14,0 ; Calabre : 18,0 ; Sicile : 15,1 ; Sardaigne : 20,3 ; Italie 11, etc : INSEE, « L'Europe des régions », *Premiers résultats*, 24, octobre 1984.

temps des femmes *casalinghe* (sans profession, ménagères) ; dans ce cas, l'exploitation du travail peut être maximale et sans nuances. Néanmoins, les processus régulateurs sont tels qu'on assiste rarement à une sur-exploitation du travail comme il en arrive dans le Mezzogiorno, par exemple, où un trop plein de main-d'œuvre et une faible offre de travail déséquilibrent le marché du travail. Dans les régions de diffusion industrielle, hormis le cas des travailleurs au noir, les éléments les plus négatifs sont plutôt à rechercher dans les conditions de travail : stress de la course à la productivité, maladies professionnelles, accidents du travail, non-respect des règles de sécurité et indifférence à la qualité du milieu de travail sont trop fréquents dans certains secteurs industriels. Car l'analyse doit être nuancée selon les secteurs : selon la maturité industrielle d'une activité, selon qu'elle vit de la réduction du coût du travail ou qu'elle parie sur l'amélioration de la productivité, le travail y est plus ou moins exploité. L'analyse doit aussi être nuancée par régions : plus le niveau de négociation y est élevé, moins le travail y est exploité. En combinant ces logiques de relativisation, les rapports des forces sur le marché du travail apparaissent plus difficiles pour les travailleurs de base dans l'industrie de la chaussure ou de la bonneterie dans les Marches, plus favorables dans l'industrie mécanique en Emilie-Romagne, par exemple.

Si l'état de crise protège ainsi les consensus locaux, il n'en demeure pas moins que tous ceux que le système ne privilégie pas, qui déjà avaient moins de chances de profiter d'une opportunité d'ascension sociale, en auront d'autant moins que le système se raidira : la plupart des femmes, les jeunes travailleurs peu qualifiés, les travailleurs âgés, les travailleurs à domicile, les immigrés méridionaux, les ruraux récemment passés à l'industrie. Certes, si les stratégies sont parentélaires, ces positions marginales peuvent n'être que des moyens supplémentaires au service de la réussite du groupe. Mais l'objection ne vaut que pour les parentèles occupant une position centrale et stable dans le système, elle ne joue pas pour les familles reléguées à la périphérie : là où l'on est plus souvent chômeur, plus souvent femme, plus souvent immigré, plus souvent travailleur au noir. Le rapport au travail est loin d'y être aussi positif que pour les autres groupes : moindre intérêt pour le geste productif, conditions de travail difficiles, possibilités d'accumulation financière limitée ne laissent guère de place à l'espoir. L'aggravation de cette contradiction pourrait faire de l'intérêt du travail, et de l'intérêt pour le travail, pour la main-d'œuvre de base un des enjeux de l'avenir de la diffusion industrielle.

Les consensus locaux sont si forts cependant que l'espoir va souvent bien au-delà du possible : les chances d'ascension sociale justifient le système pour beaucoup plus d'acteurs qu'il n'y aura d'élus ; l'éthique du travail magnifie l'effort pour tant d'ouvriers et pour tous ces artisans acharnés à leur auto-exploitation... Les valeurs autour desquelles ont été bâties ces sociétés locales, si elles sont au fondement de l'organisation de la diffusion industrielle, apparaissent ainsi comme une ressource pour la reproduction du système. Or elles sont, elles aussi, atteintes par le

changement social. L'éthique artisanale, la réalisation de soi dans l'acte productif perdurent certes, mais comment ne seraient-elles pas altérées par la course à la productivité, la poursuite capitaliste du profit, l'engouement pour les consommations ostentatoires (on dit en Italie la *monetarizzazione* des comportements) ? L'appartenance communaliste, renouvelée par une situation de communauté productive, demeure intense, mais comment ne serait-elle pas altérée par les nouveaux rapports de force issus de la diffusion industrielle, par les enjeux d'une autre dimension qu'elle génère ? « Maintien de l'identité et jeu des intérêts »<sup>1</sup> ne peuvent s'harmoniser, aujourd'hui encore plus qu'hier, que par des processus de régulation collective dont la nécessité semble croître avec l'intensité du changement social.

## UNE RÉGULATION COMMUNALISTE

L'histoire de ces sociétés locales les a dotées de caractères de sociabilité et de capacités de mobilisation collective fonctionnels pour l'organisation de la diffusion industrielle. Leurs traits communalistes (entendus, au sens wébérien du terme, comme fort sentiment d'appartenance et opposabilité du collectif aux objectifs individuels) paraissent fondamentaux dans l'organisation de relations économiques qui obéissent, en même temps, au principe de la sociation (entendu comme coordination ou compromis d'intérêts). Elles sont en effet caractérisées par une sociabilité réticulaire intense et par l'existence de règles du jeu local précises : la première est la ressource principale de l'organisation de la complexité engendrée par la fragmentation productive, les secondes permettent la gestion du changement et la régulation des effets pervers (au sens d'effets de composition). Il s'agit de véritables « systèmes industriels localisés », de systèmes de coopération-concurrence socio-économiques, fondés sur un ensemble de normes et de règles historiquement constitué, articulés sur la stratification sociale et le système politico-administratif locaux<sup>2</sup>. Ces ressources d'organisation locale, ressource de structuration des relations le long de réseaux pré-établis et ressource de mobilisation locale, sont des ressources héritées ; elles sont allées en outre informer, au sens premier du terme, les pratiques économiques et la mobilisation idéologique. La règle du jeu communaliste définit l'appartenance, le contrôle des ressources mais aussi la marge de manœuvre de chacun : elle fonde un contrôle social efficace et localisé de l'affrontement des intérêts. Le communalisme suppose des modes de mobilisation plus horizontaux et localisés que sectoriels et idéologiques : la gestion des

1. A. Bagnasco in A. Bagnasco, C. Trigilia, *Società e politica... Il caso di Bassano*, op. cit., p. 41.

2. M.F. Raveyre, J. Saglio, « Les systèmes industriels localisés... », art. cité.

conflits locaux peut s'effectuer localement, sans exclure pour autant des affrontements et des stratégies organisés dans la société globale<sup>1</sup>.

#### DES RÉSEAUX AU SERVICE DE LA PRODUCTION

La forme de chaque système industriel localisé dépend évidemment des contraintes de la production : l'industrie de la chaussure peut être infiniment fragmentée chez des artisans et chez des travailleurs à domicile, alors que l'industrie mécanique suppose des formes de sous-traitance plus resserrées, et que l'électronique induit plutôt des entreprises travaillant sur un réseau plus large, etc. Mais la forme de chaque système épouse aussi la structure des relations sociales locales : d'où d'infinies variations, du coopératisme à « l'individualisme familial », de l'activisme syndical au paternalisme patronal. Il y est partout manifeste que lors d'une négociation la place dans le réseau compte autant que l'objet de la transaction<sup>2</sup> : la loi de la réciprocité, le respect des règles de la collectivité assurent le fonctionnement harmonieux d'une organisation économique complexe. L'originalité de la diffusion industrielle n'est pas, comme un regard trop rapide peut le laisser croire, le *piccolo è bello* mais la capacité des entreprises à travailler en réseaux. L'extrême complexité de cette organisation ne serait pas viable si elle n'était pas bâtie sur les réseaux sociaux pré-existants d'une société civile très organisée. A partir de l'intensité des rapports de parentèle, déjà constitutifs de réseaux serrés, se tisse une sociabilité primaire intense, faite de rapports de voisinage, de sociabilité affinitaire, de rapports professionnels. Celle-ci est renforcée par une tradition associative concernant tous les secteurs de la vie sociale : activités de quartier, loisirs culturels et récréatifs, engagement religieux et politique, mouvement coopératif et syndical attestent d'un fort degré de participation sociale<sup>3</sup>.

Les réseaux de relations économiques qui relient commanditaires et sous-traitants, PME, artisans indépendants et travailleurs à domicile, qui incluent une part d'économie souterraine, qui font souvent effectuer chaque opération productive par un acteur différent, ne peuvent être efficaces que s'ils reposent sur ces réseaux pré-établis. La souplesse du système ne permet pas le contrôle formel de si nombreux acteurs. Qui fait quoi ? Qui est disponible pour répondre rapidement à une commande ? Qui produit au meilleur coût ? Quel est l'état des stocks ?

1. Cf. Eisenstadt (S.), « L'analyse anthropologique des sociétés complexes », *Cahiers internationaux de sociologie*, 60, 1976 ; Schneider (D.M.), *American kinship. A cultural account*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1968. Sur le thème d'une mobilisation contemporaine prenant appui sur des appartenances héritées, cf. Oberschall (A.), *Social conflict and social movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.

2. Chiarello (F.), « Economia informale, famiglia e reticoli sociali », *Rassegna italiana di sociologia*, 2, 1983.

3. On emploie ici la notion de réseaux dans un sens descriptif visant à désigner, dans le système d'action des acteurs, des structures d'interaction qui soient aussi structures de référence. Cf. Degenne (A.), « Un langage pour l'étude des réseaux sociaux », in *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*, ouvrage collectif, Paris, Editions du CNRS, 1986.

Quelles matières premières acquérir ?... Elle dépend donc en grande partie de la familiarité préexistante entre les acteurs, de la fluidité de leurs échanges, de la confiance et de la réciprocité. De même, l'entreprise y est forcément un espace ouvert sur la société locale : elle est un lieu social à part entière, très située par les acteurs locaux, innervée par les relations sociales locales. La vie sociale de l'entreprise, la situation de ses membres les uns par rapport aux autres, l'identité de la firme et sa culture d'entreprise sont animées par les rapports sociaux locaux. Cette circulation réticulaire, qui permet l'existence du système de la diffusion industrielle en assurant l'échange de biens et d'informations, a aussi des vertus directement économiques en engendrant des capacités de coopération entre les acteurs. Elle assure, par exemple, une capacité d'innovation collective appréciable. Peu d'acteurs sont, dans cette organisation, en position de simples exécutants ; la plupart sont en concurrence permanente avec des acteurs de la même spécialité, qui peuvent leur être préférés par clients et commanditaires ; tous appartiennent à un ou plusieurs réseaux productifs dont ils ont intérêt à défendre la compétitivité. Aussi un mouvement de micro-innovations anime-t-il sans cesse ces réseaux, en une confrontation permanente des idées nouvelles des uns et des autres : cet activisme fait de la recherche appliquée une des meilleures ressources des PME italiennes. Cette logique réticulaire évite aussi la trop grande dépendance de certains acteurs économiques. Les plus performantes des entreprises sous-traitantes s'assurent une indépendance relative en multipliant les commanditaires et les marchés pour lesquels elles travaillent. Une autre voie d'indépendance, et l'une des plus novatrices, peut être la capacité des plus petites entreprises à s'unir pour assumer, sous forme de coopératives ou de *consorzi* indépendants d'elles, les tâches trop complexes : gestion comptable informatisée, politique de crédits, d'achats de matières premières, d'exportations, recherche des marchés, homologation des produits à l'exportation, expertise des machines nouvelles, recherche appliquée, etc<sup>1</sup>.

Une telle intensité réticulaire signifie un contrôle social efficace : tout acteur qui dérogerait à la réciprocité, tout groupe qui transgresserait les règles du jeu local au point de mettre en péril l'équilibre du système seraient tôt ou tard sanctionnés, c'est-à-dire exclus. Les valeurs collectives de réciprocité, de coopération, de solidarité communaliste ont été en effet réactualisées et confirmées par la réussite économique. Ces sociétés qui ont une longue tradition marchande semblent bien intégrer l'intensification de la concurrence en leur sein. De même qu'elles acceptent les nouveaux comportements dus au marché (la mobilité professionnelle, l'accumulation financière, la performance capitaliste) tant qu'ils se révèlent efficaces. Le changement est là pourtant : il est de plus en plus difficile de régler les conflits de gré à gré. Il faut aussi négocier collectivement pour assurer la stabilité du système ; et si la négociation interne est aussi une pratique héritée dans ce monde communaliste, il n'en

1. Ritaine (E.), « PMI et technologie... », art. cité ; Colombo (U.), « Azienda flessibile e nuove tecnologie », *Mondo economico*, 21 décembre 1987.

demeure pas moins qu'elle prend de plus en plus d'importance au fur et à mesure que les valeurs héritées s'altèrent dans le changement, que les enjeux se complexifient. Il faut désormais gérer les effets pervers de l'expansion économique, qui ont pris la forme d'un changement culturel et sociétal, comme on l'a vu, mais aussi d'un changement morphologique (transformation de l'espace et de l'environnement, nouveaux problèmes d'équipements collectifs), et d'une modification des rapports de force locaux, enfin.

#### UNE FORTE INTÉGRATION POLITIQUE

L'appartenance communaliste et l'organisation localisée de la production ont armé ces sociétés locales d'un très fort consensus sur la défense de leurs intérêts économiques collectifs. L'appartenance communaliste fonde et informe aussi une homogénéité et une stabilité idéologique remarquables : la socialisation politique par la famille, l'appartenance municipale, la faible polarisation sociale et le mouvement de la mobilité sociale nourrissent le choix idéologique d'une grande part de manifestation identitaire<sup>1</sup>. Depuis l'Unité, les régions nord-orientales sont majoritairement de tradition politique « blanche », c'est-à-dire d'abord catholique puis après la guerre démocrate-chrétienne ; les régions centrales sont majoritairement de tradition politique « rouge », c'est-à-dire d'abord laïque et socialiste, puis socialiste et communiste après la guerre<sup>2</sup>. Ces subcultures politiques demeurent aujourd'hui très vivaces, malgré le recul de l'influence des appareils partisans, malgré la multiplication des demandes strictement instrumentales. Car la stabilité idéologique est due avant tout à la très forte structuration de la société civile et sans doute aussi au maintien du communalisme : la présence sociale des organisations idéologiques et des organisations qui leur sont liées est sensible partout. Les instances de participation sont très structurantes dans ces sociétés locales. Dans les régions blanches, outre l'Eglise et ses institutions propres (institutions de crédit, d'assistance, presse catholique), outre la DC et ses associations, un réseau serré d'associations et de syndicats d'inspiration catholique innerve la vie sociale. En régions rouges, la mobilisation est souvent plus systématique : très forte organisation du PCI et de ses syndicats, multitude d'associations inspirées

1. Les auteurs italiens insistent beaucoup sur l'érosion des appartenances et manifestations identitaires, notamment en politique, au profit d'attitudes plus instrumentales. Le phénomène est indéniable en termes diachroniques. Cependant, malgré cette évolution, les appartenances demeurent fortes et efficaces en Italie, surtout en regard des sociétés européennes du Nord et de la société française. C'est cette perspective relativiste qui est ici adoptée dans la mesure où sa valeur explicative paraît forte pour l'objet en question, et pour tout objet localisé. Il en irait en partie autrement pour une analyse de la société globale ou de la vie politique nationale italiennes.

2. Avec de notables variations régionales, notamment quant au rythme d'évolution. Cf., sur ces thèmes, Trigilia (C.), « Le subculture politiche territoriali », *Quaderni Fondazione Feltrinelli*, 16, 1981, Aux élections régionales de 1985, par exemple, la DC obtient 42,7 % des voix en Vénétie alors que son score national est de 34,7 %. Le PCI obtient 46,7 % en Toscane et 30,8 % au niveau national. Les Marches ont une position plus hésitante avec 35,7 % à la DC, 35,9 % au PCI.



par l'idéologie communiste ou, de plus en plus, par la « nouvelle gauche »<sup>1</sup>.

L'organisation des intérêts et des représentations est surtout vivace autour du noyau municipal. Un espace des règles du jeu s'est localement constitué sur la base du municipalisme et d'une activité économique dominante, dans l'opposition à l'autre et l'affirmation d'une identité culturelle et idéologique forte<sup>2</sup> : différents et bien définis sont les espaces de jeu de Prato et Florence, de Modène et Bologne. L'histoire de ces sociétés locales a ainsi produit un mode de mobilisation original rendu possible par l'homogénéité politique du milieu local. Les groupes d'acteurs sont d'accord sur la règle du jeu à l'intérieur de laquelle peuvent s'affronter leurs intérêts et se déployer leurs stratégies. L'accord porte sur le but structurel : la préservation de la « communalité » et, aujourd'hui, d'un système productif performant. L'accord porte aussi sur les moyens de la négociation : on y privilégie le localisme, on y respecte les valeurs sociales locales, on est tenu de faire front commun face à l'extérieur, on s'y montre pragmatique, poursuivant la résolution des problèmes plutôt que l'expression idéologique. Dans ce cadre de jeu peuvent se jouer les affrontements entre les salariés et les employeurs, entre les sous-traitants et les commanditaires, entre les différents groupes d'entrepreneurs ; dans ce cadre s'inscrivent les stratégies des acteurs institutionnels, partis, élus, syndicats et associations professionnelles. Structures et pratiques locales ont su si bien s'adapter au changement que présente la diffusion industrielle qu'on parle de « néo-localisme », « entendant par là la division du travail spécifique entre le marché, les structures sociales et — de façon croissante — les structures politiques, qui permet une flexibilité élevée de l'économie et une capacité d'ajustements rapides aux variations du marché, mais aussi une redistribution des coûts sociaux et des bénéfices du développement à l'intérieur de la société locale »<sup>3</sup>.

Au sein de ces sociétés locales communalistes, les réseaux de mobilisation sont serrés, à commencer, puisqu'il s'agit ici d'enjeux économiques, par les syndicats et associations professionnelles. Non seulement ces régions de petite entreprise étaient très syndiquées dans les années 1960, mais elles ont aussi mieux résisté que le « triangle industriel » du Nord à la crise du syndicalisme, lors de la décennie suivante : elles

1. L'incontestable et récent déclin électoral du PCI s'accompagne d'un recul d'influence dans les organisations et réseaux locaux, recul moins net cependant : la socialisation par les valeurs communistes est encore très efficace. Dans les générations les plus jeunes, les mouvements d'origine socialiste s'implantent progressivement au détriment du PCI. Pour l'heure, s'inspirant du même héritage laïc et progressiste, ils ne semblent pas créer de dissonances majeures dans la régulation politique locale. Sur les écologistes italiens, cf. Ceri (P.), « Verdi : chi rappresenta chi », *Politica e Economia*, 2, 1987.

2. Sani (G.), « Political traditions as contextual variables : partisanship in Italy », *American Journal of Political Science*, 20, 1976.

3. Trigilia (C.), « La regolazione localista : economia e politica nelle aree di piccola impresa », *Stato e Mercato*, 14, 1985, p. 189 ; Trigilia (C.), *Grandi partiti e piccole imprese*, Bologne, Il Mulino, 1986.



ont actuellement les plus forts taux de syndicalisation dans l'industrie<sup>1</sup>. Alors même que la fragmentation productive fait obstacle à l'action syndicale (et l'a souvent mise en crise dans un premier temps), la présence sociale des syndicats est favorisée par les subcultures politiques : tradition de luttes collectives, fort associationnisme, liens réticulaires des syndicalistes avec de nombreux groupes. Cette présence (celle de la CISL, catholique, au Nord-Est et de la CGIL, socialo-communiste, au Centre) s'entend bien au-delà des consignes nationales et des accords de branche : le travail des sections syndicales est localisé, articulé sur les réseaux locaux, manifeste entreprise par entreprise<sup>2</sup>. Face aux syndicats, entrepreneurs et artisans sont aussi très mobilisés dans des associations professionnelles à l'orientation idéologique nette et à la logique localiste. Dans ces régions, les indicateurs de conflit sont faibles, les rapports syndicats-entrepreneurs fréquents, les négociations par zone et par entreprise monnaie courante. Entre ces acteurs se gèrent les contradictions entre l'exigence salariale et le souci de compétitivité de l'entreprise, les tarifs des sous-traitants et la course à la rentabilité des commanditaires, les revendications sur les conditions de travail et le contrôle du coût des investissements, les rapports de force entre les groupes d'entrepreneurs. Non que la négociation s'effectue toujours sans mal ; du moins, dans son souci d'éviter tout déséquilibre du système, est-elle bien adaptée aux exigences d'un système flexible et localisé.

Les acteurs politiques participent aussi à ces relations industrielles, d'une façon originale : ils semblent être au service de la communauté productive (un peu comme on a parfois décrit les communes rurales françaises comme étant au service des intérêts des agriculteurs). Les élus municipaux et régionaux sont pris dans ces mêmes réseaux où se retrouvent les militants politiques, les syndicalistes, les membres des associations locales, les acteurs économiques. En vertu de la division du travail qui s'effectue entre tous ces acteurs, le rôle des élus se joue en aval des interactions entre les groupes et souvent sur leur incitation. Là encore, l'homogénéité idéologique et la stabilité des gouvernements locaux facilitent le jeu<sup>3</sup>. Les pouvoirs publics locaux, ayant peu de compétences en matière économique et peu de moyens financiers, sont

1. En 1983, les taux de syndicalisation dans l'industrie en Emilie-Romagne (plus de 50 %), Toscane, Ombrie, Frioul-Vénétie julienne, Vénétie, Trentin-Haut-Adige sont très supérieurs à la moyenne italienne (37 %) et aux taux du Nord industriel (27 % en Piémont) ; seules les Marches, sans doute en raison d'un développement plus récent de la diffusion industrielle et d'une tradition idéologique moins homogène, ont un taux plus faible (28 %). C. Trigilia, « La regolazione localista... », art. cité. A Bassano (Vénétie), 48 % des actifs sont syndiqués dans les entreprises, 17 % dans le secteur artisanal ; en Valdelsa (Toscane), 80 % et 41 % ; à Prato (Toscane), environ 60 % des actifs du secteur textile. A. Bagnasco, C. Trigilia, *Società e politica... Il caso di Bassano*, op. cit. et *Società e politica... Il caso della Valdelsa*, op. cit. ; E. Ritaine, « Prato ou l'exaspération... », art. cité.

2. 45 % des entreprises de Bassano, 60 % de celle de Valdelsa, la plupart de celles de Prato passent des conventions d'entreprise avec les syndicats. La présence syndicale est encore plus nette en Emilie-Romagne où le militantisme communiste et le mouvement coopératif sont le mieux implantés. Cf. Brusco (S.), « Flessibilità e solidità del sistema : l'esperienza emiliana », in G. Fua, C. Zacchia, *Industrializzazione senza fratture*, op. cit.

3. Parisi (A.) ed., *Luoghi e misure della politica*, Bologne, Il Mulino, 1984.

plutôt en charge de la reproduction sociale du système par une tentative d'atténuation des effets pervers du marché. Politique d'aménagements collectifs, politique sociale, encouragement à la négociation entre partenaires économiques sont leur lot, encore qu'avec de sérieuses variations selon les zones. Cette ressource politique endogène semble prendre de plus en plus d'importance avec l'intensité du changement social. Plus les valeurs locales héritées sont altérées, plus la fonction idéologique des municipalités s'affirme : elles sont de plus en plus l'instrument du renouvellement du consensus local (par toutes les techniques de communication, de la tenue de séminaires d'étude à la promotion commerciale de la ville, de l'entretien de la mythologie locale à la réaffirmation de l'identité de la communauté productive). Plus la maturité du système exige une organisation au-delà de la juxtaposition des initiatives des acteurs économiques, plus la fonction d'organisation des intérêts collectifs apparaît dans les institutions régionales. Elles seules sont en mesure de prendre en charge les enjeux de la modernisation du système (politique de formation aux nouvelles technologies, politique de recherche-développement)<sup>1</sup>.

L'originalité de ces relations industrielles localisées montre bien les avantages et les inconvénients fonctionnels d'une si forte intégration politique locale. Dans ces rapports politiques réticulaires, la plupart des acteurs sociaux ont de bonnes chances de voir leurs demandes représentées voire négociées. Il s'agit donc, comme on l'a vu sur le plan social, de ne pas être en marge du jeu : ici, l'inégalité politique semble naître surtout de l'exclusion. Or l'exclusion politique redouble l'exclusion sociale : ceux qui ne sont pas originaires de la région, ceux qui viennent d'arriver de la campagne, ceux qui ne travaillent qu'en économie souterraine, tous ceux-là ne bénéficient pas de la protection de la régulation politique locale. Ces rapports politiques réticulaires sont une ressource pour des systèmes industriels localisés. Nourris par la dynamique sociale locale, ces systèmes y trouvent aussi une régulation politique souple et pragmatique apte, si elle s'avère capable d'affronter les problèmes de la maturité industrielle, à faire reculer cette incertitude à laquelle les systèmes de PME sont plus sensibles que d'autres organisations productives. En ce sens, le cas italien exprime peut-être les enjeux d'une forme différente de modernité qu'auraient à assumer d'autres sociétés industrielles : celle de la fragmentation<sup>2</sup> et de la complexité, celle d'une gestion de l'incertitude, face à laquelle une intégration socio-politique localisée peut apparaître, entre autres, comme une ressource.

1. Bianchi (P.) et al., « Servizi reali e politica industriale a livello locale », *Stato e Mercato*, 16, 1986 ; Brusco (S.), « Quale politica industriale per i distretti industriali ? », *Politica ed Economia*, 6, 1984.

2. Sur ce thème, cf. Dente (B.), *Governare la frammentazione*, Bologne, Il Mulino, 1985.

## RÉSUMÉ DE TEXTE/ABSTRACT

### LA MODERNITÉ LOCALISÉE ? LEÇONS ITALIENNES SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

EVELYNE RITAINE

Le développement économique harmonieux, grâce à des réseaux de PME, des régions italiennes du Centre et du Nord-Est est susceptible d'une analyse sociologique en termes de « modernité localisée ». Il est possible en effet de démontrer que le retard des sociétés locales concernées — leur moindre industrialisation, au sens classique du terme — les a dotées de ressources sociales et politiques pour un développement par diffusion industrielle. L'éthique du travail, d'origine artisanale, a servi de substrat culturel au prestige accordé à la réussite productive. L'organisation familiale du travail a permis le maintien puis la dynamisation de petites unités productives. L'aspiration à l'ascension sociale a mobilisé l'énergie des acteurs sociaux. La conjonction de multiples pratiques individuelles entrepreneuriales a produit un changement social considérable. Les effets pervers de ce changement peuvent être gérés grâce à une régulation socio-politique localisée, expression d'appartenances locales puissantes. Le contrôle social, basé sur l'interconnaissance réticulaire, est fort. Les acteurs institutionnels (associations professionnelles, syndicats, partis politiques, élus locaux) négocient localement dans le souci de limiter les tensions sociales et de préserver la « communalité ». Cette dynamique socio-politique souple et très innovatrice, basée sur des caractéristiques sociales héritées, justifie l'expression de « modernité localisée ».

### LOCALIZED MODERNITY ? ITALIAN LESSONS ON REGIONAL DEVELOPMENT

EVELYNE RITAINE

*The harmonious economic development of Italy's Central and North-Eastern regions, thanks to networks of small and medium-sized firms, can be analyzed sociologically in terms of « localized modernity ». It is possible to demonstrate that the backwardness of those local societies (their lesser industrialization, in the classic sense of the term) has provided them with social and political resources useful for development through industrial diffusion. The crafts work ethic has served as a cultural foundation for the prestige attributed to productive success. The family-based work organization has allowed the survival and then the dynamization of small production units. The aspiration to upward mobility has mobilized the energy of the social actors. The aggregation of many individual entrepreneurial practices has produced substantial social change. The negative effects of this change can be managed through localized socio-political regulation, an expression of powerful local affiliations. Social control, based on interknowledge networks is strong. Institutional actors (professional associations, trade unions, political parties, elected officials) negotiate locally so as to limit social tensions and to preserve the « community ». This flexible and very innovative socio-political dynamics, based on inherited social characteristics, justifies the expression « localized modernity ».*